

que nous avons tous apprécié son discours clair et éloquent. Ceux d'entre nous qui pouvaient avoir quelques craintes au sujet de celui qui a appuyé l'adresse, l'honorable député de Westmount-St-Henri (M. Mercier) doivent avoir été complètement rassurés par son discours d'hier. Nous ne devons avoir aucune crainte pour l'avenir de son existence politique. Son discours a été aussi des plus éloquent.

Je désire aussi me joindre à ceux qui ont félicité notre premier collègue féminin dans cette Chambre, l'honorable député de Southeast-Grey (Mlle Macphail). Je constate qu'elle vient de la campagne, comme moi-même. Je suis né dans les cantons de colonisation, c'est là que je vis encore et je suis heureux. Ce sont les gens qui vivent dans ces cantons qui ont une chance d'acquiescer un jugement sain et judicieux. Nous pouvons nourrir nos esprits de la meilleure littérature. J'engagerai mon honorable ami de Southeast-Grey à ne pas trop désirer le monde de la mode et de la frivolité.

Je tiens également à féliciter l'honorable député qui m'a précédé (M. Crerar). Je trouve très peu de choses à redire à tout ce qu'il a dit. Il a fait mention du fait que le ministre des Finances était allé à New-York pour régler quelques questions financières. J'ai toujours été l'adversaire de la temporisation. Je dirai seulement qu'il n'aurait pas été nécessaire que le ministre des Finances aille à New-York pour négocier un emprunt si le Gouvernement précédent avait perçu l'impôt sur le revenu de la Riordon Company, de la Cockshutt Plow Company, de la Canada Steel Company et d'une multitude d'autres compagnies qui ont donné des billets pour un montant qui atteint presque cent millions de dollars. Je ne peux pas citer de chiffres exacts, mais ce sont des faits évidents et connus de tout le monde.

Le chef de l'opposition (M. Meighen) dans sa décrépitude politique s'est lamenté sur sa position. Je m'attendais presque à ce qu'il verse des larmes sur la position dans laquelle il a été placé, mais il a vite repris son ancienne ardeur et hier il a attaqué les hommes importants de la Chambre et leurs cohortes, bien que ce mot ne paraisse pas dans le hansom. Il a attaqué le premier ministre, il a attaqué l'ex-premier ministre de la province de Québec qui fut probablement le premier ministre provincial le plus remarquable du Canada. Il a aussi attaqué l'ex-trésorier provincial de Québec, maintenant l'honorable député de Saint-Antoine (M. Mitchell). Pourtant le trésorier provincial

actuel de Québec est sur le point de supprimer toute la dette de cette province. C'est grâce à la sagesse de ces honorables messieurs, de mon honorable ami (sir Lomer Gouin) qui a dérivé le parti libéral de Québec pendant un si grand nombre d'années et de mon honorable ami (M. Mitchell) qui a été un trésorier provincial si habile et si heureux que cette province a atteint sa situation financière actuelle si ferme et si prospère.

Ces honorables messieurs, qui ont conquis tant de lauriers dans l'administration des affaires publiques, sont en butte aux sarcasmes du chef de l'opposition. Il affirme que le parti libéral n'avait pas de programme au cours de la dernière campagne électorale. Quel était donc le programme de son propre parti? Un programme magnifique. Il a parcouru le pays de l'Atlantique au Pacifique prêchant la protection. Pourquoi a-t-il borné son programme de protection au tarif douanier quand le pays demandait d'être délivré des mauvaises méthodes administratives en honneur sous le régime de mon très honorable ami? La population avait plutôt besoin d'être protégée contre la pauvreté et le désespoir que contre le tarif douanier. Les annales des dix dernières années d'administration de la chose publique sous le régime de mon très honorable ami et de son prédécesseur constituent une terrible mise en accusation. Pendant la guerre, le Gouvernement avait promis au pays que la loi du service obligatoire serait appliquée par sélection; or, en dépit de cette promesse, le Gouvernement un peu plus tard mobilisa tous les fils de cultivateurs entre les âges de dix-neuf et vingt-deux ans. Dans le comté de Stanstead, le candidat de sir Robert Borden fut interrogé à ce sujet par les électeurs au cours de la campagne électorale. Il affirma qu'il avait la parole de sir Robert Borden que la conscription ne serait jamais appliquée. Et qu'est-il arrivé?

Le cultivateur s'est vu enlever un, deux et même trois fils, selon que la superficie de la ferme qu'il exploitait était de 40, 80 ou 120 acres. Est-il étonnant après cela que les cultivateurs indignés aient envahi la capitale par centaines—et même par milliers, paraît-il,—afin d'essayer de ramener sir Robert Borden à la raison. Ai-je besoin de rappeler au souvenir de mes collègues l'histoire scandaleuse de cet officier de l'armée canadienne à qui l'on promet une forte promotion s'il réussissait à faire voter tant de milliers de soldats en faveur du Gouvernement. L'officier en question accomplit sa tâche; il réussit à escamoter 128,000 bulle-